

Deuxième vague : la Moselle s'alarme de la fuite des soignants au Luxembourg

● Les hospitalisations sont en hausse en Moselle, classée depuis jeudi en zone rouge. Mais il n'y avait, vendredi, que douze patients covid-19 en réanimation, loin des 200 de la première vague. Dès à présent toutefois, le monde médical s'inquiète des effets de l'exode des soignants.

Un nouvel établissement hospitalier à Esch-sur-Alzette, commune luxembourgeoise frontalière de la Moselle, « nécessite de gros besoins de personnels » et offre des rémunérations « du simple au double voire au triple », note Marie-Odile Saillard, directrice du CHR de Metz - Thionville (2 033 lits, 6 500 salariés, 700 médecins). « Le Luxembourg débauche de manière très sauvage », notamment les infirmières, renchérit Régis Moreau, directeur d'Uneos (Hôpitaux privés de Metz, 1 085 lits, 2 000 salariés, 150 médecins). « Un infirmier, à peine formé à la chimiothérapie, vient de partir au Luxembourg avec un contrat de trois mois pour des prélèvements covid, à 5 000 euros mensuels. Une autre est partie pour 6 000 euros », rapporte Clarisse Mattel, secrétaire générale CGT santé du CHR.

La syndicaliste dénonce « le malaise profond des soignants » et « le manque d'attractivité de la profession »

en France, pointant les rémunérations insuffisantes.

Les départs d'une vingtaine d'infirmiers au Luxembourg ont déjà contraint Uneos à fermer des lits. Idem pour le CHR où on dénombre une « quinzaine de médecins-réanimateurs et autant d'anesthésistes et d'infirmières » partis sous d'autres cieux. Aux seules urgences du CHR, le patron du service et président des Smur de France, François Braun, note les départs de quatre praticiens : deux vers le Luxembourg, un en Belgique et un en Suisse. Il redoute d'autres départs « perlés » et note que la saignée est du même ordre parmi les infirmières.

« Je ne reçois aucun CV »

Quant au personnel médical nouvellement formé, il peine à combler les départs. Un tiers des 350 infirmiers qui sortent annuellement des trois écoles mosellanes partent d'emblée au Luxembourg ou ailleurs à l'étranger. « Je ne reçois aucun CV », se désole le directeur d'Uneos, à la recherche de « soixante infirmières en CDI ». Ici comme au CHR, on s'accorde sur la nécessité d'une « convention entre la France et le Luxembourg ». « La France forme, et même bien. Or, il n'y a aucune contrepartie », insiste Marie-Odile Saillard,

même si on voit parfois « des soignants revenir » car les conditions de travail et la protection sociale ne sont pas toujours idylliques à l'étranger. Quant au Ségur de la santé, il est critiqué par Marie-Odile Saillard, la CGT ou encore les médecins urgentistes. « Une coquille vide », regrette le Dr Braun. Pour lui, il faudrait, une organisation performante c'est à dire un lieu où « chacun fait son job ». « L'infirmière ne doit plus faire le travail de l'aide-soignante, le docteur celui du brancardier... C'est un peu ça le problème de l'hôpital public », résume-t-il.



Leur faible salaire et les mauvaises conditions de travail poussent de nombreux soignants à quitter la Moselle pour le Luxembourg. Archives Le Télégramme